

Paul M. Lalonde

Associé



Associé

Toronto

D +1 416 361 2372

M +1 416 414 5833

paul.lalonde@dentons.com

Survol

Paul Lalonde s'est joint au bureau de Toronto de Dentons Canada S.E.N.C.R.L. en 2014 à titre d'associé. Il concentre sa pratique sur le droit des marchés publics, le droit du commerce international, les mesures anticorruption et l'arbitrage international. M. Lalonde est l'un des experts canadiens les plus réputés pour tout ce qui concerne les marchés publics. Il a représenté des clients dans le cadre de nombreuses poursuites découlant de contrats publics, que ce soit devant le Tribunal canadien du commerce extérieur, la Cour fédérale du Canada ou les tribunaux provinciaux. Son expertise couvre les mesures antidumping et les droits compensateurs, les problèmes de douane, le contrôle à l'importation et à l'exportation, les sanctions internationales, la conformité et les enquêtes anticorruption ainsi que les transactions internationales. Il conseille régulièrement des clients quant aux engagements pris par le Canada en matière d'investissements étrangers, y compris le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain, et il a joué un rôle clé dans plusieurs importants différends commerciaux au Canada, dont les conflits sur le bois d'œuvre, l'acier et les produits agricoles.

M. Lalonde est cité parmi les plus éminents avocats au Canada en droit du commerce international par les répertoires *Lexpert* et *Chambers Global*, le *Legal Post* ainsi que le *Guide to the World's Leading Lawyers* (Legal Media Group / Euromoney Institutional Investor), de même qu'en droit du financement et du commerce international et en droit des marchés publics dans *The Best Lawyers in Canada* (Woodward/White) ainsi que *Chambers Global*. Il est classé parmi les avocats de premier plan au Canada dans le domaine du droit des marchés publics. Il a été sélectionné pour figurer dans la première édition de l'*International Who's Who of Public Procurement Lawyers* et il a été recommandé dans les éditions 2012 et 2013 du *Who's Who Legal: Canada* parmi les « véritables spécialistes » des marchés publics. En 2011, il a été nommé avocat de l'année au Canada par le magazine *Corporate INTL* et en 2012, avocat de Toronto de l'année en droit du financement et du commerce international par *The Best Lawyers in Canada* (Woodward/White). M. Lalonde a été reconnu par le *Canadian Legal Lexpert Directory* dans le domaine des relations commerciales internationales et il figure dans l'édition 2013 du *Lexpert Guide to the Leading US/Canada Cross-border* parmi les avocats canadiens spécialisés dans les litiges transfrontaliers.

Depuis 2010, il agit en qualité de conseiller dans le cadre du projet d'accord sur les marchés publics du Taiwan External Trade Development Council.

En 2001, M. Lalonde a été nommé membre des groupes spéciaux de règlement de différends, constitués aux termes de l'Accord sur le commerce intérieur, et en juillet 2002 et juin 2004, il a été nommé membre des quatrième

et cinquième comités de règlement des différends créés en vertu de ce même accord. Paul est aussi inscrit sur la liste des arbitres de l'ICDR Canada. Il a été professeur invité en droit du commerce international à l'Université d'Ottawa et a présenté des cours à Osgoode Hall Law School ainsi qu'à l'Université Queen's. Il est fréquemment invité à donner des conférences sur des sujets ayant trait à ses domaines de spécialisation. Rédacteur collaborateur du bulletin *North American Corporate Lawyer* et du *Government Purchasing Guide*, M. Lalonde est l'auteur de nombreux articles et est souvent invité par les médias à donner des commentaires.

M. Lalonde a occupé plusieurs postes de direction auprès de diverses associations professionnelles. Il a notamment été co-président du forum nord-américain de l'International Bar Association, président de la section nationale de droit international de l'Association du Barreau canadien et de la section de droit international de l'Association du Barreau de l'Ontario ainsi que président du comité des marchés publics internationaux de la section de droit international de l'American Bar Association. M. Lalonde est un *Fellow* de l'International Bar Association Foundation, est membre fondateur du comité paritaire sur les mesures contre la corruption de l'Association du Barreau canadien et préside le comité juridique de Transparency International Canada Inc. M. Lalonde a siégé à plusieurs comités consultatifs sectoriels et conseils d'administration, notamment de TVOntario et de TFO, la télévision éducative et culturelle francophone de l'Ontario, et a été secrétaire et conseiller juridique d'I.E. Canada, l'Association canadienne des importateurs et exportateurs.

Expérience

- Conseiller juridique canadien (droit des sociétés et réglementation) de Harris Corporation/Harris Canada Systems Inc., leader dans les domaines des communications tactiques, des systèmes et services dans le domaine géospatial, de la gestion du trafic aérien, des solutions environnementales, de l'avionique et des systèmes de guerre électronique ainsi que des systèmes spatiaux et de renseignements, dans le cadre de la vente de ses activités de prestation de services de technologie de l'information aux gouvernements à une société affiliée de Veritas Capital en contrepartie de 690 millions \$ US.
- Conseiller indépendant des employés canadiens d'une importante institution financière mondiale dans le cadre de ce qui est à ce jour l'une des plus grandes enquêtes au monde en matière de corruption, de sanctions et de blanchiment d'argent.
- Conseiller juridique d'un important fabricant international d'équipement routier dans le cadre d'une importante enquête interne portant sur le trucage d'appels d'offres et la corruption ainsi que des négociations avec le Service des poursuites pénales du Canada par suite de la mise en œuvre de mesures d'application de la loi au Canada.
- Rédaction de politiques et de programmes relatifs à la passation de marchés, la lutte à la corruption et la gouvernance pour des entreprises d'État organisant d'importants événements internationaux.
- Arbitre désigné par les parties dans l'arbitrage de l'ICC 19375/AGF.
- Conseiller juridique de Thales dans le cadre de la contestation devant le Tribunal canadien du commerce extérieur puis la Cour d'appel fédérale d'une offre déposée dans le cadre d'un processus d'appel d'offres visant l'achat d'équipement et l'obtention de soutien en service dans le cadre du Projet d'équipement intégré du soldat.
- Conseiller juridique de MHPM Gestion de projets inc. dans le cadre d'un appel devant la Cour fédérale du Canada ayant pour sujet l'accès à l'information afférent à un marché public.
- Conseiller juridique d'une société des expositions internationales dans le cadre d'un projet clé en matière de gouvernance et d'éthique commerciale.
- Conseiller juridique principal de Corn Products International et de Casco dans le cadre du dossier relatif aux droits antidumping et compensateurs sur le maïs-grain, la plus vaste enquête en la matière à avoir été lancée au Canada au cours des dernières années.
- Co-conseiller dans le cadre d'une réclamation fondée sur le chapitre 11 de l'ALENA déposée par le Canadian Cattlemen for Fair Trade contre le gouvernement des États-Unis.

- Conseiller juridique principal nommé par la Banque mondiale pour réaliser une importante réforme des lois régissant les obligations contractuelles du gouvernement de Djibouti.
- Représentation du gouvernement du Québec dans le cadre du différend commercial concernant le bois d'œuvre résineux l'opposant aux États-Unis ainsi que dans le cadre des négociations entourant la signature d'un accord économique et commercial complet entre le Canada et l'Europe.
- Représentation de nombreux fournisseurs contre Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et d'autres ministères fédéraux dans le cadre des contestations devant le Tribunal canadien du commerce extérieur. M. Lalonde est l'un des avocats ayant comparu le plus grand nombre de fois devant le TCCE dans des contestations d'offres concernant les marchés publics.
- Conseiller juridique principal de clients dans le cadre de l'imposition de droits antidumping ou compensateurs lancée au Canada contre des exportations chinoises de certains produits, dont des tubes pour micropieux, des raccords de tuyauterie en cuivre, des réservoirs en acier pour combustible de remplacement, des planches de parquet, des fixations et des stores vénitiens. M. Lalonde a représenté avec succès des producteurs étrangers et des sociétés de commerce; il a obtenu pour ses clients des marges de dumping avantageuses et les représente à toutes les étapes des enquêtes ayant trait au dumping ou aux dommages.
- Membre expert siégeant aux quatrième et cinquième conseils des règlements de différends établi en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur (il a été nommé à ces deux conseils respectivement par le gouvernement du Nouveau-Brunswick et par ceux de la Colombie-Britannique et de l'Alberta).
- Conseiller juridique principal auprès d'une coalition canadienne d'importateurs et de fabricants de meubles dans le cadre d'une défense réussie d'une enquête punitive de sauvegarde portant sur les importations de la Chine.
- Procureur de producteurs d'acier américains devant le Tribunal canadien du commerce extérieur et les groupes spéciaux institués en vertu du chapitre 19 de l'ALÉNA dans des procédures antidumping.

Reconnaissance

- Classé dans le répertoire *The Canadian Legal Lexpert Directory* parmi les avocats canadiens de premier plan dans le secteur de la réglementation du commerce international (2011-2019)
- *Acritas Stars: Independently Rated Lawyers* (2017, 2018) : Nommé « Acritas Star™ Lawyer »
- Classé dans le répertoire *Chambers Canada* parmi les avocats de premier plan dans les domaines du commerce international et de l'OMC (2016-2020) ainsi que des marchés publics (2016-2020)
- Classé dans le répertoire *Chambers Global* parmi les avocats de premier plan dans les domaines du commerce international et de l'OMC (Canada) (2006-2020) ainsi que des marchés publics (Canada) (2009-2015)
- Classé dans le répertoire *The Legal 500 Canada* parmi les avocats de premier plan dans les domaines du commerce international (2016-2020) ainsi que des marchés publics (2015-2020)
- Recommandé dans le répertoire *Best Lawyers in Canada* parmi les avocats de premier plan au Canada dans les domaines du droit du financement et du commerce international (2006-2020) et du droit des marchés publics (2010-2020)
- *Lexpert Special Edition – Canada's Leading Infrastructure Lawyers* : Classé parmi les avocats de premier plan au Canada dans le domaine de l'infrastructure (2017)
- Reconnu par *Expert Guides – The world's leading lawyers chosen by their peers* dans le domaine du droit du commerce international, Toronto (2017)
- Reconnu par *Lexpert Guide to the Leading US/Canada Cross-border Litigation Lawyers in Canada* (2012-2017)

- Reconnu par le *Who's Who Legal* (édition 2013) dans le domaine des marchés publics
- Nommé « Avocat de l'année » par *Best Lawyers in Canada* dans les domaines du droit du financement et du commerce international, Toronto (2014) et du droit des marchés publics, Toronto (2012)

Présence médiatique

- Cité dans l'article « Le Canada est dépourvu face aux «biens mal acquis» », *Le Journal de Montréal*, juin 2017
- Cité dans l'article « Vancouver real estate's mystery owners », *Canadian Real Estate Wealth*, décembre 2016
- Cité dans l'article « Integrity Rules: Tough regulations to fight corruption in Canada », *Lexpert*, décembre 2015
- Cité dans l'article « NAFTA Trade Disputes », *Lexpert*, novembre 2015
- « Yes to protecting whistle-blowers, even if the jury's out on bounties », *The Globe and Mail*, juin 2015
- Cité dans l'article « OSC seeks to beef up whistleblower program with cash rewards up to \$1.5M », *CBC News*, juin 2015

Publications

- "Case Bulletin: *R v Karigar*, 2014 ONSC 3093", *Bulletin Dentons*, 2 juin 2014
- "Recent amendments to the canadian export controls list," *Bulletin Dentons*, 29 mai 2014
- "Canada overhauls its offsets program", *Bulletin Dentons*, 8 mai 2014
- "Canada enters into free trade agreement with South Korea", *Bulletin Dentons*, 14 avril 2014
- Co-auteur, « Handbook of Export Controls and Economic Sanctions », ABA Publishing, Chicago, 2013
- Co-auteur, « Landmark Changes to Foreign Corruption Laws Bring Canada in Line With International Standards », *North American Corporate Lawyer*, décembre 2013
- Auteur d'un chapitre de l' *International Comparative Legal Guide to: Public Procurement 2010-2013*, guide international ayant pour sujet les marchés publics transfrontaliers, Global Legal Group
- Auteur, « Bold vision needed for new bridge », *The Lawyers Weekly*, 2 décembre 2011
- Auteur, « Niko prosecution a sign of Canada's increasingly vigorous enforcement of anti-corruption law », *North American Regional Forum News*, septembre 2011
- Co-auteur, « Quiet Race to the Deadline Provinces Mum on Compliance with Canada-US Agreement on Government Procurement »
- « Canada-US Agreement – Ground-Breaking Deal Heralds Major Changes in Provincial Contracting », *Who's Who Legal*, septembre 2010
- Co-auteur, « Domestic Preferences in Canada », *The International Lawyer*, vol. 44, n° 1 (printemps 2010), p. 268
- Co-auteur, « Yugraneft v. Rexx Management: Limitation periods under the New York Convention », Conférence de 2010 en droit international de la section de droit international de l'Association du Barreau canadien qui avait pour thème *L'avenir des relations transfrontalières entre le Canada et les États-Unis*, Vancouver, 6-7 mai 2010
- Co-auteur, « Still in the Tunnel: The Ongoing Dilemma of Doing Business with Cuba. An Update on U.S.

- Co-auteur, « Battling for transparency », article publié dans le magazine Summit, mars 2009
- « Improving Access to the Canadian Market for Least Developed Countries: Understanding the Impact of Recent Initiatives i.e. Global », article publié dans le magazine de l'Association canadienne des importateurs et exportateurs, 2002-2003
- Section canadienne du Portail sur les mesures antidumping
- « Developments in Canadian Anti-dumping Practice », article rédigé en collaboration avec Annette Bouzi, *International Business Lawyer*, vol. 31, n° 1, février 2003
- « Enforcing U.S. Money Judgements in Ontario -- Practical Considerations in an Interconnected World », *North American Corporate Lawyer*, Federated Press, vol. VI, n° 4, 2002
- « A Comment on Recent Court Challenges to the New Proceeds of Crime (Money Laundering) Act », article rédigé en collaboration avec Megan T.J. Parry, *North American Corporate Lawyer*, Federated Press, vol. VI, n° 3, 2002
- « The Draft FTAA Agreement: More Draft than Agreement, i.e. global », article publié dans le magazine de l'Association canadienne des importateurs et exportateurs, 2001-2002
- « International Trade and E-Commerce: A Canadian Perspective », *The Globetrotter*, section Droit international de l'Association du Barreau de l'Ontario, vol. 6, n° 2, février 2002
- « Does UPS Have a Claim? Some Initial Thoughts on the Latest NAFTA Chapter 11 Claim Against Canada », *Tradeweek*, 9 août 2000, vol. 110, n° 6
- « Opportunities Available for Canadian Traders in Iraq: Not for the Faint of Heart », *Tradeweek*, Association canadienne des importateurs et exportateurs, 15 octobre 2003, vol. 114, n° 25
- « Canada's WTO Beef », *Tradeweek*, Association canadienne des importateurs et exportateurs, 20 juillet 2003, vol. 114, n° 20, p. 2
- « Contract A if Necessary but not Necessarily Contract A », *Summit*, 6 avril 2004
- « New Developments in Competitive Contracting Law », notes de présentation d'une conférence donnée lors de la Purchasing Management Conference, Yellowknife, 24 novembre 2003
- « E-Procurement for Government », notes de présentation d'une conférence donnée lors de la Purchasing Management Conference, Yellowknife, 24 novembre 2003
- « From Hammurabi to George W.: The Operational, Legal and Business Environment of Post-Saddam Iraq », notes de présentation d'une conférence donnée lors de l'assemblée annuelle de l'International Bar Association, San Francisco, 15 septembre 2003
- M. Lalonde a rédigé une série de chroniques publiées dans le magazine *Summit: The Business of Public Sector Procurement* dans la section « CITTING In, a lawyer's take on the Canadian International Trade » :
 - Contract A, eh?! Not necessarily, juin 2004
 - Complainant Beware, juin 2003
 - Winning isn't Everything, février 2003
 - The Irony of MERX, septembre 2002
 - Foundry Networks: Battling Government's Specific Specs, mars 2002
 - Hurray! We Lose, février 2002
 - Hold the Phone – Telecom Wars at the CITT, décembre 2001

- A Case for Provincial Trade Tribunals, septembre 2001
- Smoking Guns at Health Canada, mars 2001
- Trucking Complaint Hits the Ditch, décembre 2000
- The CITT: Fair Arbiter or Complainant Coddler, septembre 2000
- The War Over Warship Maintenance, juin 2000
- Big Blue Bellyaches Too, mars 2000
- ¿Donde están los otros?, décembre 1999
- DND Gets Its Knuckles Rapped: CITT Suggests Bad Faith in Procurement Matter, septembre 1999.
- Objection Sustained: Suppliers Have a Good Day in Court, juin 1999
- « E-commerce, International Treaties and Domestic Laws – Implications for Direct Sellers », conférence donnée au 11e congrès mondial de la Direct Sellers Association, 5 septembre 2002
- « Canadian Export Controls », notes de présentation d'une conférence donnée aux membres de l'Association des conseillers juridiques d'entreprises du secteur de la technologie d'Ottawa, 29 août 2002
- « The IT in the CITT », *Focus on It, Summit: The Business of Public Sector Procurement*, printemps 2002
- « Contractual Mechanisms to Abate Trade Risks », document présenté au groupe d'experts « Do International Trade Agreements Threaten Public-Private Partnerships » lors de la 9e conférence annuelle sur les partenariats public-privé de Toronto, 26 novembre 2001
- « The M.O. on GMOs, i.e. Global », article publié dans le magazine de l'Association canadienne des importateurs et exportateurs, 2000-2001
- « P3s and Trade Agreements – A Show About Nothing », *Focus on P3s, Summit*, hiver 2001
- « Doin' it Their Way », mars 2000

Activités et affiliations

- Arbitre, ICDR Canada
- American Bar Association
- Barreau du Québec
- Association du Barreau canadien
- International Bar Association
- Barreau du Haut-Canada

Engagement dans la collectivité et travail bénévole

- Vice-président, président du comité des finances et membre du conseil, Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)
- Membre du conseil, Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)

Activités d'enseignement

- Chargé de cours invité, Section de droit civil de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, 1999, Traités

Conférences et exposés

- « Canadian Perspective on NAFTA@20 », 2e conférence sur les défis et les occasions dans le domaine du droit résultant de l'intégration mondiale du Mexique, section de droit international de l'ABA, Los Cabos, Mexique, 8 novembre 2013
- Conférencier, programme de formation juridique de la faculté de droit Osgoode Hall, « Anti-Corruption Compliance: The Legal and Practice Guide – 2013 », programme *Fundamentals of a Proper Anti-Corruption Compliance*, 24-25 septembre 2013
- Conférencier, « Dow Jones, Due Diligence in the Canadian Market: Key Problems & Best Practices », Toronto, 23 juillet 2013
- Conférencier, « Effective Risk Assessment, Due Diligence and Audits for Mining Companies Operating in Foreign Jurisdictions, Ethical Business Practices and Anti-corruption Risks », Toronto, 10 octobre 2012; Vancouver, 12 octobre 2012
- Conférencier, « The Dangers of Doing Business Abroad: Implications of the Niko Case », Council for Security Executives, Conference Board du Canada, Montréal, 12 avril 2012
- Président, « Public Private Partnerships, Europe. What do European Companies Know that the Rest of the World Can Learn? », Assemblée de l'automne 2010 de l'ABA, Paris, 2-6 novembre 2010
- Co-président et conférencier, « Ensuring Fairness and Transparency in the Procurement Process », 7e édition du guide annuel *Legal and Business Guide to Public Procurement*, L'Institut canadien, Ottawa, 20-21 janvier 2010
- « Fair and Effective Privilege Clauses », Modern Procurement 2009 Conference, Hunstville, Ontario, 12 décembre 2009
- Président du programme et conférencier, « Public Private Partnerships—Opportunities worldwide for Your Clients, Business/Transactional, International Trade/Regulatory », Assemblée de l'automne 2009 de la section de droit international de l'ABA, Miami, Floride, 27-31 octobre 2009
- Conférencier, « Trade Track—Canada's Trade Opportunities with the U.S., Europe and China/India », Best Practices in Global Trade and Customs, 78e conférence annuelle, Trade Show & CATIE Awards Dinner, Association canadienne des importateurs et exportateurs, Toronto, 19-21 octobre 2009
- « Public Procurement Law and Practice: Recent Tendering Law Developments », Cours avancé sur le droit des marchés publics, Osgoode Professional CLE, Toronto, 22-23 janvier 2009
- « The Law of Tendering and the Privilege Clause », 6e édition du guide annuel *Legal & Business Guide to Public Procurement*, L'Institut canadien, Ottawa, 19 janvier 2009
- « Lessons from the School of Hard Knocks: Extraterritorial Reach of North American Laws on Multinational Corporations Doing Business with Cuba », Conférence annuelle 2008 de l'International Bar Association, Buenos Aires, Argentine, 16 octobre 2008
- Conférencier, « Bribery and Foreign Corruption, Compliance and Enforcement », American Conference Institute, Toronto, 1er avril 2008
- Modérateur, MFN Treatment — What Are Its Limits in the Investment Context? Investment Treaty Arbitration: A Debate and Discussion, Conférence de Juris, Washington, D.C., 17 mai 2007

Champs de compétence

Champs de pratique

- Arbitrage
- Commerce, OMC et douanes
- Commerce international
- Négociations et différends en matière de commerce
- Sanctions commerciales
- Lutte contre la corruption à l'échelle mondiale
- Cols blancs et enquêtes gouvernementales
- Financement commercial et de produits de base
- Arbitrage commercial international
- Arbitrage de questions visées par un traité d'investissement
- Gouvernance
- Conformité

Secteurs d'activité

- Infrastructures et PPP
- Défense et aérospatiale
- Aviation et aérospatiale
- Questions gouvernementales
- Commerce de détail
- La technologie de la santé au Canada

Formation

- Université McGill, 1989, B.C.L.
- Université McGill, 1989, LL.B.

Admission au Barreau et titres de compétence

- Ontario, 1992
- Québec, 1990

Langues

- Anglais
- Français